

particulier du problème économique auquel ils consacrent autant d'argent qu'ils peuvent, investissent au maximum, mettant tous leurs œufs dans le même panier. Puis, ils déploient un effort extraordinaire, à grand renfort de publicité radiophonique et télévisée, où fusent les programmes électoraux de toutes sortes.

Et après avoir leurré les gens pendant deux, trois ou quatre ans, on se rend compte qu'on a fait fausse route, que le programme n'a pas marché.

En effet, au cours de la dernière décennie, le gouvernement a dit: L'instruction va nous sauver; on manque d'instruction, on manque de spécialisation. Il y a investi des millions de dollars, mais on n'est pas plus avancé.

L'instruction n'est pas mauvaise, monsieur l'Orateur, mais il ne s'agit pas de la source du mal. Voilà pourquoi la solution n'est pas encore trouvée. Le problème est plus grave aujourd'hui, parce que les gens sont plus conscients du problème qu'auparavant.

En même temps, le gouvernement a dit: Pour être prospère, pour enrayer la pauvreté, il faut hausser la productivité. Produisons! On ne sait pas pourquoi, mais produisons.

Le gouvernement a encore investi des millions, et il a dit: Produisons! Ce faisant, il a oublié que les gens consomment; il a oublié le problème de la consommation dans un système économique. Le mot «consommation», pour le gouvernement, n'existe pas. La politique extérieure le préoccupe, car c'est politiquement rentable. Régler le problème ne l'intéresse pas, si l'on regarde son administration. Voilà pourquoi le gouvernement est le seul responsable de la situation.

Les cultivateurs et les autres citoyens ne demandent pas mieux que de travailler. On ne manque pas de main-d'œuvre, d'instruction ou d'écoles. De quoi manque-t-on alors? On manque simplement d'un peu de bon sens, d'un peu de logique, c'est-à-dire d'équilibre dans notre système économique.

Quant à moi, j'aime autant être un député créditiste qu'un ministériel. Si les libéraux peuvent trouver drôle la solution créditiste, je ne trouve pas drôle du tout la situation dans laquelle mes concitoyens vivent. C'est pour cette raison qu'il faut, à mon avis, s'attaquer au problème de fond.

On ne demande pas d'appliquer le Crédit social demain matin, monsieur l'Orateur, mais simplement de l'étudier. Nous demandons à nos collègues de faire comme nous quand le gouvernement nous impose sa politique, en se servant de sa majorité parlementaire et en ne respectant même pas l'opinion de ses propres députés.

Quant à nous, nous étudions la politique du gouvernement et les Livres blancs et, compte tenu de la situation, nous nous formons une opinion, bien sincèrement et bien honnêtement. Nous préconisons certaines solutions pour faire un travail positif. Mes collègues feront d'ailleurs des discours positifs pour exposer ces solutions.

Monsieur l'Orateur, nous verrons alors la réaction des ministériels. Ils commencent déjà à rire. Ils trouvent drôles les solutions créditistes.

Je vois l'honorable député de Lévis (M. Guay) et cela me rappelle justement que j'ai reçu une lettre d'un

[M. Fortin.]

citoyen de sa circonscription, qui souhaitait que son représentant cesse de rire et travaille. Monsieur l'Orateur, je pourrais montrer cette lettre au député de Lévis.

Voilà un exemple typique de ceux qui trouvent cela drôle. Ce député envoie des lettres circulaires dans ma circonscription pour dire aux cultivateurs qu'on va régler leur problème de production de lait. Il dit la même chose aux jeunes travailleurs. C'est probablement parce qu'il se sent perdu chez lui, je ne sais pas. De toute façon, il ferait peut-être mieux de s'occuper de ses «oignons» et de prendre part aux travaux de la Chambre.

• (3.30 p.m.)

Ce que les gens veulent, c'est de voir les députés travailler et non seulement rire.

Nous demandons tout au moins au gouvernement d'étudier la politique économique proposée par les créditistes. Il y a probablement de bonnes choses dans les partis socialiste, libéral ou conservateur progressiste, mais il y en a également dans le parti créditiste, et nous demandons à nos honorables collègues de prendre, à notre égard, la même attitude que nous prenons envers eux.

Aujourd'hui, nous blâmons le gouvernement d'avoir provoqué le chômage. Il y a certainement une cause à ce problème-là, et le gouvernement ne saurait prétexter le manque d'instruction ou de spécialisation des travailleurs.

Il est vrai qu'il y a du chômage. Mais même lorsqu'on aura trouvé des emplois, on ne parviendra à régler le problème de la pauvreté qu'en assurant à chaque citoyen sa part de la production.

En d'autres termes, ce qui fait défaut, depuis 20 ans et au delà, dans l'administration, c'est que notre politique insiste trop sur l'aspect productif de notre économie et de l'individu, mais oublie qu'en mécanisant de plus en plus nos industries, l'homme y trouve de moins en moins sa place.

Monsieur l'Orateur, nous nous en allons évidemment vers une civilisation de loisirs, où la longueur de la semaine de travail diminue de plus en plus et où le travail se fait de plus en plus rare.

Voilà pourquoi je ne crois pas au plein emploi, car nous nous en allons véritablement vers une civilisation de loisirs. Les syndicats s'efforcent de raccourcir la semaine de travail. D'ailleurs, on ne peut plus demander à un travailleur de faire la même somme de travail qu'il y a 20 ans.

Monsieur l'Orateur, on doit adapter le système économique à ces nouvelles circonstances. On doit, une fois pour toutes, reconnaître l'aspect consommation de l'individu, et pour qu'il puisse remplir son rôle de consommateur, il faudra adopter de nouvelles politiques.

C'est à ce point précis qu'intervient le Crédit social, en vue d'assurer le respect de la personne humaine, de même que sa liberté et sa sécurité.

Monsieur l'Orateur, si l'on compte ceux qui touchent des allocations de bien-être social, les personnes âgées, les chômeurs, les mères de famille et les enfants, que de gens, au Canada, ne participent pas à la production, bien qu'étant consommateurs. Voilà le rôle que nous voudrions